

D'ABORD **AVEC TOUT L'MONDE!**



**ÉDITION
SPÉCIALE :
Vie affective,
amoureuse
et sexuelle**

**Le DROIT
à l'amiE de coeur!**

Demandez le format
audio du journal
C'est gratuit !



CRÉDITS COMITÉ DE RÉDACTION VOL 16, NO 1

Éditeur : Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain

Comité de rédaction Vol. 16, No.1 : Michel Aubut, François Bouchard, Sylvie Gagné, Carl Morneau, André Vallerand

Illustrations : Steve Baril, Martin Châteauvert, Marie-Soleil Girard-Lapierre, Marc Martel, Alexandre Pichette-Bolduc, Mélanie Robitaille, Véronique Tremblay

Collaboration : Stéphane Brown, Lucie Laflamme, Suzanne Lebrun

Recherche : Michel Aubut, Raphaëlle Beaudoin, Hélène Bernier, Olivier Collomb D'Eyrames, Carl Morneau, Michelle Robitaille-Rousseau

Photographies : Raphaëlle Beaudoin, Hélène Bernier, Michelle Robitaille-Rousseau, Patrick Verdant

Traitement photos : Patrick Verdant

Personnes-ressources soutien aux journalistes : Raphaëlle Beaudoin, Hélène Bernier, Michelle Robitaille-Rousseau

Conception des maquettes : Patrick Verdant

Infographie : Patrick Verdant

Conception des logos et des graphiques : Jean-François Boisvert, Kathleen Kelly, Ian Renaud-Lauzé, Patrick Verdant

Impression : Publications Lysar inc.

Distribution : Carl Morneau, Yan Paquet, Michel Paquet

Soutien à la distribution : Liliane Brousseau, Patrick Verdant

Co-distribution : Affiche-Tout

Version audio : MPDAQM



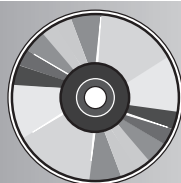
TIRAGE :

« D'Abord avec tout l'Monde! » est imprimé à 10,000 exemplaires et distribué gratuitement dans la région de Québec par le Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain.

© 2018 MPDAQM. Le contenu de « D'Abord avec tout l'Monde! » ne peut être reproduit que s'il est fait mention de la source.

Dépôt légal, 1er trimestre 2018 Bibliothèque nationale du Québec -
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN-1499-9900 (imprimé) ISSN-1499-9919 (audio)

ÉGALEMENT DISPONIBLE
GRATUITEMENT EN VERSION AUDIO (CD).
FAITES-EN LA DEMANDE AU
BUREAU DU MOUVEMENT.



Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain
2101, 1ère Avenue Québec (Québec) G1L 3M6
Téléphone/télécopieur : 418 524-2404
Courriel : mpdaqm@videotron.ca
Site internet : www.mpdaqm.org
Suivez-nous sur Facebook

Créé en 1983, le Mouvement est un organisme d'entraide, de promotion et de défense des droits et des intérêts PAR et POUR les citoyenNEs adultes vivant avec l'étiquette sociale de la « déficience intellectuelle ».

Organisme associé à :



TABLE DES MATIÈRES

- 4_ Vie affective, amoureuse et sexuelle :
Un droit fondamental pour tous !
Entrevue avec Carole Boucher, sexologue**
- 6_ Entrevue avec Suzanne Normand,
Chef de programme au CIUSSS-CN**
- 8_ J'existe & Je veux
Un magazine unique en son genre !**
- 10_ Entrevue avec Germain Couture,
Chercheur**
- 11_ Vivre notre vie affective et sexuelle
lorsque l'on vit en RI-RTF... des alliés
Entrevue avec Jeff Begley,
Président de la FSSS-CSN**
- 12_ Sur le terrain...
Lorsque passe « Cupidon » !**
- 13_ Parce que l'habitation, c'est bien plus
que 4 murs !**
- 14_ Projet mariage : qu'en est-il pour les
personnes qui sont sous tutelle ou
curatelle ?
Chronique Clin d'oeil**
- 15_ Boîte à outils**
- 16_ Babillard « À surveiller »**



Vous avez des commentaires ?
Vous voulez nous soumettre un article ?
Vous voulez partager une situation ?

Le courrier du lecteur est là pour vous !
MPDAQM
2101, 1ère Avenue, Québec, Qc, G1L 3M6
mpdaqm@videotron.ca



Le Droit à l'amie de cœur...

L'amour... l'amour libre... ou le vivre ensemble, ça semble aller de soi et être accessible à tout adulte. Les citoyenNEs vivant avec l'étiquette de « déficience intellectuelle » ont, eux aussi, des projets de relations amoureuses, de vie de couple et des besoins affectifs d'intimité. Même si le droit à la vie affective, amoureuse et sexuelle est reconnu sur papier, il reste encore difficile à s'exprimer et à vivre dans la vie de tous les jours.

Pour nombre de citoyenNES adultes vivant avec une « déficience intellectuelle », la diversité d'offre de ressources résidentielles demeure limitée, pour des raisons bien souvent dûes au manque

d'investissement financier et de disponibilités d'effectifs.

Pour certains, la vie autonome en appartement est possible. Pour d'autres, ils devront opter pour une résidence intermédiaire (RI), une ressource de type familiale (RTF), afin de répondre à leurs besoins de services et d'accompagnement. Ces ressources deviennent le milieu de vie de la personne.

En 2013, le Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain lançait sa campagne **« Revendiquons le Carré Rose : Pour une organisation des services qui soutient le droit**

à l'amie de cœur ! » Issue des insatisfactions des membres du Mouvement où des adultes hébergés en RNI, RTF ou autres ressources résidentielles exprimaient leurs préoccupations quant à leur droit de recevoir unE amie de cœur au sein de leur milieu de vie. Plusieurs nous ont exprimé devoir vivre l'expression de leur vie affective, amoureuse et sexuelle dans des lieux à risque et inadéquats.

En 2018, qu'en est-il aujourd'hui ?

La présente édition nous invite à la découverte de ce sujet et nous convie à poursuivre la réflexion sur le droit à l'amie de cœur !

VOX POP LA SAINT-VALENTIN... DANS NOS MOTS !



« C'est dire à ma chérie d'amour
que je l'aime, qu'elle est belle et
qu'elle met du soleil dans mon cœur !
Je fais mon poète pour lui dire des mots
doux avec de la tendresse.
J'aimerais ça être un cupidon et aider les
personnes à avoir des coups de foudre,
comme Roméo et Juliette.
L'amour ça fait du bien ! »
Rémi



« C'est une journée bien spéciale !
On mange du chocolat,
on se donne des cartes avec
des beaux mots.
Chez moi, ça se passe en famille
et on mange au resto. »
Steve



« Pour moi c'est la fête de l'amour
et de l'amitié. On peut profiter
de cette journée pour donner des
petits mots doux aux personnes
qu'on aime et apprécie. C'est une
façon de leur montrer qu'elles sont
importantes pour nous ! »
Martin

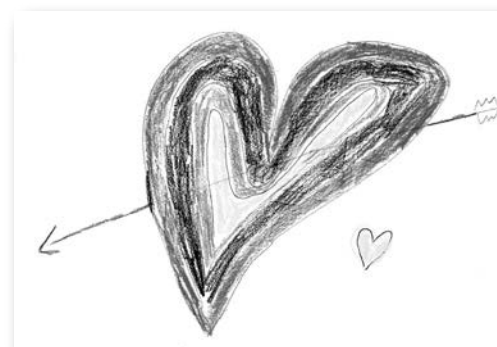


« Moi, je n'ai pas de blonde
alors c'est la fête de l'amitié.
Je passe du bon temps et je fais
des activités avec mon meilleur
ami Christian. J'en profite aussi
pour dire à ma mère et à mes
sœurs que je les aime beaucoup
et qu'elles sont importantes
pour moi. »
Daniel

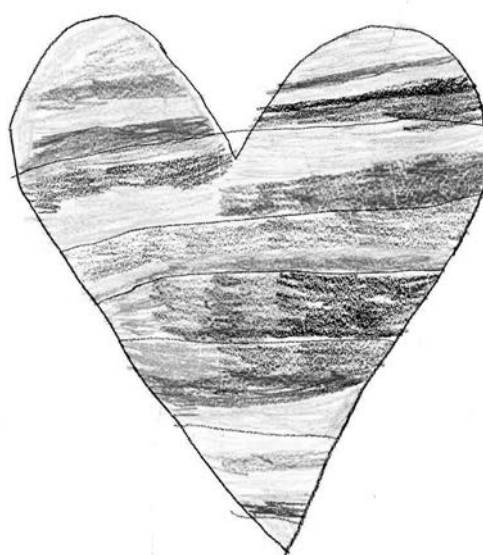
« Pour moi, ça signifie que
c'est l'occasion d'offrir à la
personne qu'on aime des
petites attentions spéciales
et dire aux gens qu'on les aime
mais, « tsé » pas juste
à la Saint-Valentin ! »
Alexandre



« C'est la journée spéciale
célébrée par les amoureux
mais ça peut être aussi pour
fêter avec nos amiEs.
C'est une façon de reconnaître
toutes les personnes que tu aimes.
Pour l'instant, je n'ai pas de blonde
mais on ne sait jamais...
Je suis un gars cool et positif ! »
Carl



« Moi, à la Saint-Valentin,
je veux rendre ceux que
j'aime heureux ! Ça fait
beaucoup d'étincelles
dans mon cœur ! »
Lucie



« La Saint-Valentin c'est
un souper avec ma famille
et des bons p'tits chocolats.
Ça se peut aussi d'inviter
un copain à souper. »
Véronique

« C'est la fête des amoureux !
On en profite pour aller au restaurant
et passer du bon temps ensemble et
se donner des p'tits cadeaux ! »
Marc

« Pour moi, la Saint-Valentin,
c'est les cœurs en chocolat,
hmmmm ! J'aime ça en donner à
mon amoureux mais j'aime ça
aussi en recevoir !
Ça me fait plaisir de lui dire
que je l'aime gros, gros, gros. »
Mélanie

« C'est faire une activité
différente de d'habitude.
C'est passer un moment
privilegié avec mon amoureux.
Je suis contente qu'on fasse
quelque chose de
nouveau ensemble ! »
Marie-Soleil

VIE AFFECTIVE, AMOUREUSE ET SEXUELLE : UN DROIT FONDAMENTAL POUR TOUS !

Entrevue avec Carole Boucher, sexologue spécialisée en déficience intellectuelle

Propos recueillis par André Vallerand



Carole Boucher, sexologue

crédit photo : Marrie-Ève Photo

Parler de la sexualité au Québec, en 2017 : un tabou qui perdure...

Aborder la question de la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes vivant avec l'étiquette sociale de « déficience intellectuelle », c'est comme ouvrir une boîte de Pandore. C'est encore un sujet tabou que l'on préfère, trop souvent, taire ou ignorer...

Et pourtant, ce n'est un secret pour personne qu'Abraham Harold Maslow, psychologue américain considéré comme le père de l'approche humaniste et père de la Pyramide des besoins portant son nom, a clairement identifié et reconnu qu'aimé et être aimé est un besoin fondamental et essentiel pour tout être humain, du berceau au tombeau pour reprendre une expression bien de chez nous.

Quelle que soit son origine culturelle, son orientation sexuelle, son âge et sa condition sociale, l'être humain est poussé par cette irrésistible envie de rencontrer quelqu'un de spécial et d'unique avec qui partager sa vie et faire un bout de chemin à deux : l'âme sœur.

Comme tout l'monde, les personnes d'Abord ont des besoins affectifs, sexuels et des projets de vie. Vivre en couple, se marier et le désir de fonder une famille en font partie. Et comme cette opération ne se fait pas par la magie du Saint-Esprit, la concrétisation de ces projets partagés passe nécessairement par des relations intimes entre deux personnes qui s'aiment et se respectent mutuellement.

Le Québec est une société évoluée, ouverte sur le monde et à la différence. Malgré tout, en 2017, aborder la question de la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes ayant une « déficience intellectuelle » reste toujours un tabou.

A ce sujet, Carole Boucher indique que « parler de la sexualité sérieusement en général, c'est encore tabou même si on en voit à la télévision, sur Internet, qu'on voit de la nudité. »

« Je considère que les personnes ayant une « déficience intellectuelle » sont des personnes à part entière, mais ce n'est pas tout à fait ce qui se passe encore dans la société. On n'a pas atteint le niveau de respect que l'on devrait pour ces personnes. Alors quand on met ensemble la sexualité et la déficience intellectuelle, c'est encore difficile à accepter. »

Ayant été éducatrice dans une institution au début des années 70, madame Boucher a été un témoin privilégié des différents changements sociaux et des progrès réalisés.

« C'est sûr qu'il y a eu beaucoup, beaucoup, beaucoup de changements depuis ce temps-là. Les personnes sont dans la société, peuvent vivre chez eux, ont accès

au travail. Il y a eu de beaux progrès, mais il reste encore du travail à faire pour arriver à l'égalité avec tout l'monde. »

L'éducation sexuelle : Des programmes adaptés, une clé essentielle !

Bien que la sexualité soit un sujet abordé à l'école, elle constate que ce n'est pas partout que ça se fait.

Il y a plusieurs programmes d'éducation sexuelle qui ont été écrits pour les personnes ayant une « déficience intellectuelle ». La particularité de ces programmes, c'est qu'ils sont adaptés pour faciliter la compréhension des personnes et leur permettre de mieux comprendre la sexualité.

Ces programmes, Carole Boucher les connaît sur le bout de ses doigts puisqu'elle a collaboré, en concertation avec d'autres professionnels, à l'écriture et la mise sur pied du Programme d'éducation à la vie affective, amoureuse et sexuelle pour les personnes présentant des incapacités intellectuelles modérées (PÉVAAS) et un tout nouveau programme, dévoilé en mars 2017 qui s'appelle Programme d'éducation à la santé sexuelle pour les adolescents présentant une « déficience intellectuelle » (PÉSSADI).

Une autre particularité importante de ces programmes, c'est qu'ils éduquent non seulement les personnes ayant une « déficience intellectuelle », mais aussi les intervenants pour qu'ils puissent travailler avec la personne et ses parents.

Questionnée à savoir si des travaux étaient en cours par rapport à la sexualité des personnes vieillissantes, la réponse de madame Boucher fut instantanée : « C'est une question intéressante! C'est rare qu'on parle de la sexualité des personnes âgées alors on ne parle pas encore de la sexualité des personnes vieillissantes qui ont une « déficience intellectuelle ». Mais on va sûrement finir pas en parler un jour ! »

Trouver l'âme sœur, un défi... pour tout l'monde !

Pour bon nombre de personnes, trouver sa douce moitié n'est pas chose facile, cela ne se fait pas en criant ciseau ! Il faut sortir de chez soi, entrer en contact avec les gens qui nous entourent, développer un lien de confiance à travers une relation ou l'on se sent bien et respecté, avoir des intérêts communs, etc. Certains sont plus à l'aise que d'autres pour séduire, ont une tendance naturelle à entreprendre une conversation et/ou à faire le fameux premier pas ! Bien que chacun partage leurs trucs, il n'y a pas de recette magique pour que « le gâteau lève » comme on dit !

Sur ce point, madame Boucher observe sur le terrain que l'obstacle le plus important c'est qu'il n'y a pas beaucoup de monde

alentour; que le réseau amical n'est pas assez important et les endroits où les gens n'ont pas de déficience vont pour rencontrer du monde ne sont pas toujours accessibles aux personnes qui présentent une déficience. Alors il est plus difficile pour elles de trouver l'âme sœur.

« Il y a des statistiques qui sont sorties dernièrement qui disaient qu'au Québec, il y a plus de 30% de la population, qui vit seule donc qui ne sont pas en couple. C'est quand même beaucoup de monde ça 30% ! Alors, imaginez si vous avez une « déficience intellectuelle », il y a des chances que ce soit excessivement difficile de rencontrer quelqu'un. »

Un lieu pour vivre ses relations affectives et sexuelles : Comme un parcours à obstacles...

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la vie n'est pas un long fleuve tranquille pour les personnes d'Abord qui veulent relever le défi d'une vie amoureuse, affective et sexuelle enrichissante et positive. Sur leur parcours, elles rencontrent différents obstacles dans la reconnaissance et l'exercice de leurs droits sexuels, et ce, même lorsque ces dernières atteignent l'âge adulte.

« Moi, je trouve ça terrible. Le milieu résidentiel est supposé être le milieu de vie de la personne et, dans ton milieu de vie, tu es supposé pouvoir vivre une vie affective, une vie sexuelle.

Si tu es chez vous, tu es supposé avoir le droit d'aller dans ta chambre et d'amener dans ta chambre qui tu veux. Présentement, ça n'existe pas. Alors il faut continuer à travailler dans ce sens-là. Il y a encore pas mal de travail à faire ! Même quand les Centres de réadaptation en déficience intellectuelle avaient leurs politiques et leurs protocoles concernant la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes vivant avec une « déficience intellectuelle », ce n'était pas si ouvert que ça dans les milieux résidentiels. »

En même temps que les Centres intégrés en santé et services sociaux (CISSS) et les Centres intégrés universitaires en santé et services sociaux (CIUSSS) sont apparus, Carole Boucher a remarqué une certaine forme de syndicalisation des ressources intermédiaires (RI) et des ressources de type familial (RTF).

En effet, c'est par l'entremise du Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux pour les ressources intermédiaires et les ressources de type familial (CPNSSS RI-RTF), qu'une majorité d'ententes entre le CPNSSS RI-RTF et les différents regroupements syndicaux ont été négociées. Ces ententes collectives sont assujetties à la Loi sur la représentation

Dès l'âge de 15 ans, Carole Boucher savait qu'elle avait trouvé sa voie professionnelle. En effet, son vif intérêt pour les personnes vivant avec l'étiquette sociale de « déficience intellectuelle » l'a amenée à devenir éducatrice spécialisée auprès de cette clientèle dans un établissement du réseau de la santé et des services sociaux. Quelques années plus tard, elle est retournée sur les bancs d'école pour obtenir une formation en sexologie. C'est tout naturellement qu'elle a su combiner ses 2 formations lui permettant ainsi de devenir une sexologue spécialisée en « déficience intellectuelle ». Elle a fait le tour du Québec, dans tous les Centres de réadaptation en déficience intellectuelle (CRDI) pendant plusieurs années et elle a terminé les 20 dernières années de sa carrière à l'Institut universitaire en déficience intellectuelle (DI) et en trouble du spectre de l'autisme (TSA) du Centre intégré universitaire en santé et services sociaux de la Mauricie-Centre-du-Québec (CIUSSS-MCQ).

Coauteure de Programmes d'éducation à la vie affective, amoureuse et sexuelle à l'intention des personnes ayant une « déficience intellectuelle », son expertise est reconnue tant au Québec qu'à l'international.

Bien qu'elle ait récemment pris sa retraite, Carole Boucher demeure toujours une ambassadrice active dans le milieu, convaincue que la vie affective, amoureuse et sexuelle est un droit fondamental pour tous, incluant les personnes vivant avec une « déficience intellectuelle ». C'est également avec passion et détermination qu'elle poursuit son implication en matière de prévention des agressions sexuelles. Nous ne pourrions passer sous silence, sa collaboration avec Germain Couture, Ph.D., chercheur en établissement à l'Institut universitaire en DI et en TSA dans la réalisation de recherches concernant les agressions sexuelles chez les personnes adultes présentant une « déficience intellectuelle ».

des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant.

« Dans votre question, vous me disiez que les gens ne peuvent pas inviter à souper et encore moins à dormir leur amiE de cœur, mais il y a des résidences où ils ne peuvent même pas appeler leur amoureux, leur amoureuse et ça non plus, ce n'est pas correct. Je ne sais pas comment on va faire pour changer ça, mais il faut continuer à en parler. »

En ce qui a trait à la perception des intervenants sur la délicate question de la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes vivant la situation, cette dernière n'y va pas par 4 chemins!

« Autant il y a des parents qui ne veulent pas, autant il y a des intervenants qui ne veulent pas non plus ! Mais souvent, les intervenants travaillent dans une organisation, un établissement et ils ne peuvent pas dire le contraire de leur établissement alors ils ne peuvent pas dire, devant tout l'monde : qu'ils ne sont pas bien, bien d'accord à ce qu'ils vivent une sexualité. Comme ils ne peuvent pas dire le contraire de leur organisation, de leur établissement bien ils disent une chose, mais je pense que, dans leur cœur, ce n'est pas toujours la bonne réponse. Je pense qu'il y en a encore plusieurs qui ont de la difficulté avec la sexualité, avec la vie affective et amoureuse des personnes qui vivent avec une déficience. Il y a beaucoup d'intervenants et ça ne se peut pas que tout l'monde aille la même position par rapport à la sexualité, c'est impossible!

Je comprends les parents d'être inquiets parce que c'est toute une responsabilité que de s'occuper d'un enfant, mais **ce n'est pas parce qu'il y a des risques de grossesse qu'on ne peut pas avoir une belle sexualité.** Il y a des contraceptifs qui existent. »

Le mythe voulant que parler de la sexualité ne fait que donner le goût de passer à l'acte...

Sur cette question, Carole Boucher est claire : « C'est vrai qu'il y a encore des gens qui pensent que si on parle de la sexualité parce que la vie affective, amoureuse et sexuelle, ça veut dire la sexualité, ça va donner le goût, à du monde, de faire des choses sexuelles. Au contraire, il y a des recherches qui ont été faites par des gens qui travaillent dans des universités qui nous prouvent que, plus on en parle avec les personnes, moins ça leur donne le goût d'essayer, d'expérimenter. Souvent, ils expérimentent parce qu'ils n'ont pas de réponses à leurs questions alors quand on en parle, on leur donne des réponses à leurs questions. »

Internet dans tout ça, prudence !

« Internet, on peut y trouver plein d'informations sur la sexualité. Le problème de la personne qui est devant son écran sur Internet, c'est qu'il faut qu'elle soit capable de dire, de déterminer si l'information qu'elle est en train de lire est une bonne ou une mauvaise information.

Et par rapport à la sexualité, il y a plus de mauvaises informations que de bonnes. Présentement, je vois plus d'inconvénients par rapport à Internet que d'avantages; à moins qu'on finisse par sortir quelque chose de révolutionnaire sur la sexualité. Il faut être très très prudent quand on va chercher de l'information sur Internet. » de conclure madame Boucher.

Des conditions gagnantes pour une vie affective, amoureuse et sexuelle harmonieuse et épanouie...

« D'abord, il faut accepter que les personnes qui vivent avec une déficience intellectuelle sont des personnes à part entière, qu'elles sont égales à tout le monde.

Il faut aussi respecter leurs droits; elles ont des droits comme toutes les autres personnes concernant la vie amoureuse, la vie affective et la vie sexuelle. Il faut leur donner des moyens, des espaces pour vivre leur sexualité. »

Il y a aussi toute la question des notions de santé sexuelle et de santé reproductive qui ont été définies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il y a quelques années qui entrent en ligne de compte. Mais de quoi parle-t-on exactement ?

« Maintenant, ces mots font partie de notre vocabulaire. Ils veulent dire ce qu'il faut faire pour que les personnes puissent vivre une belle, bonne et enrichissante sexualité. »

Pour l'OMS, cela implique aussi une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles qui soient sources de plaisir et sans risque, libres de toute coercition, discrimination ou violence.

En conclusion...

Privilégié de cette entrevue que nous a accordée madame Boucher, notre journaliste, André Vallerand, ne pouvait s'empêcher de lui demander son point de vue d'experte dans l'avancement de notre dossier **« Revendiquons le Carré Rose: Pour une organisation des services qui soutient le droit à l'amiE de cœur ! »**

« Je connais votre Carré Rose parce que quelqu'un de votre Mouvement m'avait appelée à ce sujet, il y a quelques années. J'avais dit que je trouvais ça super, mais à l'époque, je ne pouvais malheureusement pas m'impliquer. Mon conseil est qu'il faut continuer à parler de vos droits et les défendre. **Il faut insister pour que vos droits concernant la vie affective, amoureuse et sexuelle soient respectés et reconnus. Il faut vraiment continuer dans ce sens-là et il faut en parler le plus possible, à plus de monde possible alors continuez ! »**



Madame Carole Boucher en compagnie de monsieur André Vallerand, journaliste pour D'Abord avec tout l'Monde!

POUR EN SAVOIR PLUS...

Tout au long de sa carrière professionnelle, Carole Boucher a contribué à de nombreuses réalisations, parmi celles-ci :

PROGRAMMES ÉDUCATIFS ET RECHERCHE :

Programme d'éducation à la vie affective, amoureuse et sexuelle (PÉVAAS) : Il s'adresse aux personnes de 16 ans et plus ayant une déficience intellectuelle moyenne. Abordant 10 thèmes principaux, il a pour objectif d'aider les personnes à acquérir des connaissances et des attitudes relatives à la sexualité.

www.crditedmcq.qc.ca/download.asp?18843



Programme d'éducation à la santé sexuelle pour les adolescents présentant une déficience intellectuelle légère ou moyenne (PÉSSADI) : Il vise à soutenir les intervenants dans leur accompagnement offert aux familles pour la mise en place des bases de la santé sexuelle auprès des adolescentEs. L'objectif principal de ce programme est de favoriser, chez l'adolescent, le développement des habiletés nécessaires à l'épanouissement de sa santé sexuelle. Il est également un outil de prévention à l'égard des risques liés à la technologie (Internet, médias sociaux) ainsi que la prévention de l'agression sexuelle.

www.crditedmcq.qc.ca/download.asp?18844

Couture, G., Boucher, C., Mathieu, C., Paquette, G., Dion, J., & Tremblay, K.N. (2013). Les agressions sexuelles subies par les personnes adultes présentant une déficience intellectuelle. Rapport de recherche présenté à l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, Trois-Rivières, Québec : CRDITED MCQ – Institut universitaire.

ARTICLES DE PRESSE :

Stérilisation :

Sexe et déficience: le grand tabou de la stérilisation. Journal La Presse, 24 mars 2014.

www.lapresse.ca/vivre/sexualite/201403/22/01-4750271-sexe-et-deficience-le-grand-tabou-de-la-sterilisation.php

Agression sexuelle :

Un fléau chez les plus vulnérables: La moitié des personnes ayant une déficience intellectuelle ont été agressées. Le Devoir, 23 novembre 2015.

www.ledevoir.com/non-classe/455964/agression-sexuelle

ENTREVUES :

Émission de radio « Portrait de famille » Canal M Vues et voix. La famille d'Hugo Latulippe avec la collaboration de madame Carole Boucher, sexologue spécialisée en déficience intellectuelle. Avril 2017.

canalm.vuesetvoix.com/radio/emissions/portrait-de-famille/famille-dhugo-latulippe/

Entrevue avec Suzanne Normand

Chef de programme DI-TSA et DP Des Rivières au CIUSSS-CN –
Point de services CRDI de Québec



Propos recueillis par Sylvie Gagné



crédit photo : Sébastien Girard

Diplômée en Techniques d'éducation spécialisée (TES), Suzanne Normand a débuté sa carrière comme éducatrice dans une institution connue, à l'époque, sous le nom de Mont Saint-Aubert.

Témoin privilégié des transformations sociales tant de la société québécoise que dans le réseau de la santé et des services sociaux, elle compte sur une expertise forte de plus 30 ans d'expérience en déficience intellectuelle.

Son parcours professionnel lui a permis de mener à terme différents mandats et d'occuper diverses responsabilités au sein du Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Québec (CRDIQ), que ce soit en tant qu'éducatrice soutien à la personne, chef de service du volet socioprofessionnel ou comme gestionnaire, une fonction qu'elle occupe depuis 2005. C'est ainsi que madame Normand relevait un défi à la fois personnel et professionnel en passant de l'intervention directe aux personnes à l'organisation des services.

L'arrivée du Centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale en avril 2015 est venue confirmer sa nouvelle fonction de Chef de programme en DI/TSA et DP pour le territoire Des Rivières. Ayant comme objectif de mettre en place des services proches de l'utilisateur, madame Normand peut compter sur une équipe de professionnels diversifiée (éducateurs spécialisés, spécialistes en activités cliniques (SAC), travailleurs sociaux, psychoéducateurs, ergothérapeutes, etc.).

Madame Suzanne Normand nous parle des changements et de l'avancée des interventions pour soutenir la personne dans le droit à la vie affective, amoureuse et sexuelle.

Parlez-nous de la Politique sur la vie affective et sexuelle de l'établissement et de sa mise en

application ?

« Quand j'ai commencé à travailler, il n'existait rien par rapport à la vie affective, amoureuse et sexuelle bien que les usagers faisaient des demandes pour avoir un amoureux, avoir des relations.

Comme intervenants, nous étions beaucoup en mode recherche pour voir comment nous allions les soutenir.

Pour moi, cette politique c'est du bonbon ! C'est une innovation du CRDI de Québec. Elle a été présentée dans différentes régions du Québec puisque personne n'avait à la fois une politique en matière de vie affective, amoureuse et sexuelle appuyée par un cadre de référence.

Dans mon rôle de gestionnaire, je devais faire connaître la politique à travers notre établissement comme étant enfin un outil de travail pour baliser nos interventions.

La politique vient supporter l'intervenant dans son intervention en plus de répondre aux besoins des usagers.

Elle nous amène aussi à travailler avec le réseau parce que souvent, nos personnes nous expriment des besoins mais il y a des gens autour qui ne sont pas au courant du besoin. Il faut donc travailler avec eux pour qu'ils avancent avec la personne.

Lorsque nous en avons besoin, il est aussi possible d'aller chercher des partenaires, des experts. Pour notre clientèle, il y a un aspect de vulnérabilité dont nous devons tenir compte pour éviter que la personne ne se fasse exploiter, tombe dans l'abus et/ou les situations de violence. »

Selon votre expertise quels sont les principaux obstacles à l'exercice de la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes présentant une déficience intellectuelle ?

« Des obstacles il y en a, mais ils ne sont pas infranchissables ! Même si nous avons une politique et un cadre de référence, nous constatons qu'un des principaux obstacles semble être la société qui est en mode méconnaissance et en mode protection.

Comme la participation sociale d'une clientèle particulière, c'est l'affaire de tous, notre mission est de continuer à informer la société de notre rôle auprès de notre clientèle qui évolue dans la communauté.

Parler de ces questions avec vous représente une belle tribune pour rappeler que la vie affective, amoureuse et sexuelle fait partie de la vie de nos

personnes et que la société va devoir avancer, bien qu'elle chemine, mais pas nécessairement à la vitesse que nous souhaitons. Un journal comme le vôtre, imprimé à 10 000 exemplaires est, pour nous, une opportunité de porter un message aux personnes qui vont le lire.

Aussi, il y a des familles qui ont peur que leur fils ou leur fille se fasse abuser, exploiter, attrapent des maladies, ne soient pas en sécurité. Ils s'inquiètent et ont peur pour leur proche, de leur laisser vivre leur vie amoureuse, affective et sexuelle.

Un autre obstacle majeur : les technologies. Les gens n'utilisent pas tout le temps la technologie correctement. Avec Internet, ils ont facilement accès à plein d'informations. Une mauvaise utilisation des réseaux sociaux peut amener la personne à faire des rencontres infortuites, etc. À cet égard, nous sommes en amélioration continue dans l'application de nos interventions. »

Des usagers nous expriment qu'il y a une distorsion entre ce qui est écrit et ce qui est permis dans la vie de tous les jours pour soutenir la reconnaissance, l'exercice et la satisfaction de leurs besoins affectifs, amoureux et sexuels.

Qu'en pensez-vous ? Quel est votre point de vue quant aux revendications exprimées ?

« Comme toute personne à part entière, les usagers ont des besoins au niveau affectif, amoureux et sexuel. D'ailleurs, ce besoin d'avoir un amoureux est souvent nommé à l'éducateur lors de la cueillette des besoins pour le plan d'intervention. Nous travaillons à partir de ce besoin, avec la personne pour comprendre où elle se situe et mettre en place des interventions.

Il est important que l'utilisateur exprime et mentionne ces besoins. Si l'éducateur-pivot ne connaît pas le besoin, il ne peut pas s'ajuster et alors paraître en désaccord avec ce qui était souhaité. La communication doit être présente entre les personnes pour assurer que les interventions à réaliser sont comprises lorsque mises en place. »

Est-ce que les responsables de résidence connaissent l'existence de la Politique et du cadre de référence adoptés par l'établissement ?

« Il y a maintenant un cadre de référence pour les ressources intermédiaires (RI-RTF) provenant du ministère de la Santé et des Services sociaux. Comme ils sont nos principaux partenaires pour nos usagers hébergés, les responsables de résidence connaissent aussi notre politique sur la vie affective, amoureuse et sexuelle. Ils ont des

services à donner et, dans le cadre de référence RI-RTF, il y a une classification où le plan d'intervention est traduit.

D'après vous, y'a-t-il des responsables de résidence qui ont une ouverture pour permettre aux gens d'avoir une vie affective, amoureuse et sexuelle comme tout l'monde ?

« Dans mon travail de gestionnaire, il y a effectivement des besoins qui sont soulevés et exprimés par des usagers concernant la vie amoureuse, affective et sexuelle. L'équipe clinique se concerte pour regarder comment aborder le besoin.

On ne peut pas dire "Go" à tout; il faut être capable de respecter les droits de la personne et être en mode de protection. Oui, il y a des responsables résidentiels qui, dans la démarche clinique prévue auprès de l'usager, ont abondé dans le sens de l'expérience usager dans leur résidence. Je dirais aussi qu'il y a eu des situations qui ont été très créatives et des cheminements à faire pour pouvoir y arriver.

Quand les besoins sont nommés, ils sont inscrits au plan d'intervention. Si l'éducateur ne connaît pas les besoins de l'usager ou s'ils ne sont pas nommés, nous n'avons pas d'emprise.

L'évaluation des services offerts à l'usager se fait sur la base du plan d'intervention. Quand un usager exprime le besoin de recevoir un ami 2 fois par semaine, c'est inscrit dans ce qui est demandé au responsable de la ressource. Ensuite, nous allons travailler les objectifs ensemble: la ressource, l'usager et l'éducateur. S'il y a des écarts au terme de l'évaluation du plan d'intervention, à ce moment-là, on peut avoir de l'emprise pour intervenir.

Dans le cadre de mes fonctions, je fais parfois des entrevues pour du recrutement de nouveaux responsables de résidence. Par des mises en situation, nous leur demandons "Si une personne voulait recevoir son amiE, avoir des relations avec cette personne, comment aborderiez-vous cela?". Pour dire que les choses évoluent, ce sont des questions, qui sont maintenant posées. Des fois, il y a une belle grande ouverture et d'autres fois, il va y avoir du travail à faire et nous allons le faire avec eux. »

Avant la mise sur pied des CISSS et des CIUSSS, le CRDI de Québec avait un poste de sexologue au sein de ses professionnels. Qu'en est-il

RÉPARTITION DES USAGERS DIFFÉRENTS DESSERVIS DU 1^{ER} AVRIL AU 31 MARS SELON L'ÂGE ET LA DÉFICIENCE POUR TOUS LES CENTRES D'ACTIVITÉS

USAGERS DIFFÉRENTS		0 - 4 ans 1	5 - 11 ans 2	12 - 17 ans 3	18 - 21 ans 4	22 - 44 ans 5	45 - 64 ans 6	65 - 74 ans 7	75 ans et plus 8	Total (C1 à C8) 9
Déficiences intellectuelles	01	54	99	105	104	660	576	121	49	1768
Trouble envahissant du développement	02	126	395	291	148	233	58	3	1	1255
Total DI-TED	03	180	494	396	252	893	634	124	50	3023

Source: CIUSSS de la Capitale-Nationale (Portneuf, Québec et Charlevoix), 2017

aujourd'hui ?

« Effectivement les choses ont changé avec l'avènement du CIUSSS en 2014-2015 et il y a eu des regroupements de professionnels. Nous avons des experts, des sexologues, mais ils se retrouvent dans la direction des services multidisciplinaires (DSM). Quand nous avons besoin d'un conseil, quand nous voulons aller plus loin dans notre réflexion, nous pouvons facilement faire appel à eux pour nous supporter dans l'amélioration de nos pratiques. »

Est-ce que l'établissement a déjà exploré une position face aux mesures facilitatrices à l'exercice de la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes recevant des services ?

« En fait, les mesures facilitatrices sont là depuis toujours. Même quand nous n'étions pas outillés, nous nous faisons demander "Moi, je voudrais avoir un chum, mais ma mère ne veut pas. Il doit venir en cachette pendant qu'elle n'est pas là." Il n'y avait pas vraiment d'outils, mais nous tentions de faciliter les choses pour que la personne puisse au moins recevoir l'autre chez elle.

Notre politique et notre cadre de référence nous permettent de travailler bien plus en amont. Maintenant les jeunes ayant une "DI" ou un "TSA" restent dans leur famille beaucoup plus longtemps alors il est possible de travailler cela plus tôt avec eux.

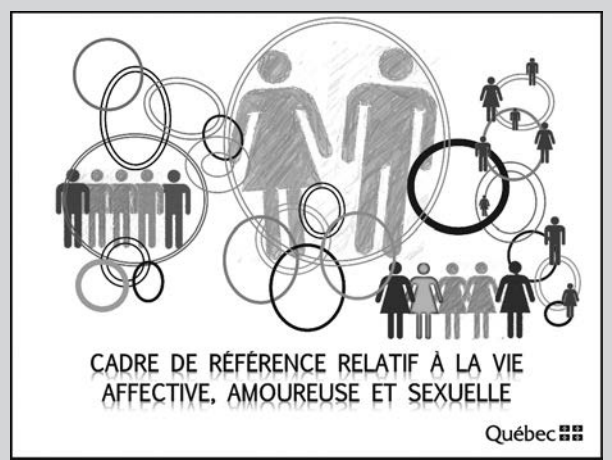
L'usager est maintenant beaucoup plus informé sur ses droits, connaît plus facilement ses besoins, est plus au fait de ce qu'il veut et se sent plus à l'aise de l'exprimer alors notre travail et nos interventions s'inscrivent plus tôt. Les jeunes nous le demandent "Moi, je veux avoir un chum, j'aimerais avoir une contraception". »

En conclusion...

« Les jeunes d'aujourd'hui vont devenir les adultes de demain. Ce sont des nouveaux défis qu'ils nous amènent. L'éducateur informé d'un besoin le travaille en repoussant les limites et en adaptant des interventions selon le besoin et la personne pour l'amener d'un point à un autre. Ce sont des défis pour nos intervenants, mais ce sont des choses intéressantes à travailler parce que nous sentons que nous faisons notre travail d'adaptation/réadaptation et que les personnes peuvent faire des choix éclairés sans se mettre à risque. Il faut tout de même faire attention de ne pas tomber dans l'hyperprotection. Il faut être capable de s'ajuster. »



Sylvie Gagné, journaliste de D'abord avec tout l'Monde en compagnie de Suzanne Normand, Chef de programme DI-TSA et DP



Le Cadre de référence, un outil concret et indispensable pour soutenir la mise en application d'une politique !

Publié en avril 2015, le cadre de référence relatif à la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme précise les orientations cliniques ainsi que les aspects légaux, éthiques et cliniques qui doivent être considérés. Le cadre de référence prend appui sur les énoncés contenus dans la Politique relative à la vie affective, amoureuse et sexuelle de l'usager.

- Le Cadre de référence aborde 10 thèmes :**
- Relation privilégiée
 - Expression de l'orientation sexuelle
 - Parentalité
 - Contraception
 - Santé sexuelle et préventive
 - Stérilisation
 - Masturbation
 - Matériel érotique ou pornographique, bar de danseuses ou danseurs nus et prostitution
 - Troubles du comportement sexuel
 - Agression sexuelle : intervention lors de soupçon ou de divulgation

- Pour chacun des thèmes on y retrouve :**
- La définition
 - Le principe directeur
 - Les orientations cliniques en fonction des besoins exprimés par la personne et de son vécu

Chacun est accompagné de capsule légale, éthique, d'information ou clinique.

Source : Cadre de référence relatif à la vie affective, amoureuse et sexuelle CIUSSS-CN, Avril 2015

Pour en savoir plus :
Cadre de référence relatif à la vie affective, amoureuse et sexuelle, 2015
www.ciussccapitalnationale.gouv.qc.ca/sites/default/files/cadre_de_reference_relatif_a_la_vie_affective_f.pdf
Politique en matière de vie affective, amoureuse et sexuelle de l'usager, 2009
www.crdiq.qc.ca/images/crdiq/documentation/politique_vie.pdf

J'EXISTE & JE VEUX

UN MAGAZINE UNIQUE EN SON GENRE !

Entrevue réalisée avec Charlène Renucci, volontaire en service civique et missionnée pour le projet J'existe & Je veux – Adapei var-méditerranée

Propos recueillis
par Carl Morneau



Être bien informé permet de faire ses propres choix, et donc d'exister en tant que personne. C'est ce qu'affirme l'équipe derrière le magazine français *J'existe & Je veux*, qui tient d'ailleurs l'originalité de son nom de cette certitude. Pour elle, le droit à l'information pour tous doit être défendu et ce, même pour les sujets les plus tabous. Si la sexualité est un droit fondamental pour tous, c'est malheureusement un thème trop souvent ignoré, ou abordé à mots couverts.

Voici l'histoire d'une initiative unique en son genre, qui naît de la reconnaissance d'un besoin partagé et de l'union des forces de plusieurs acteurs...

UNE RECHERCHE DÉTERMINANTE : UN BESOIN QUI FAIT L'UNANIMITÉ !

En 2013, une recherche menée en France au sein de l'association Adapei var-méditerranée met en lumière le besoin de parler davantage du thème de la vie affective et sexuelle chez les personnes ayant une déficience intellectuelle :

- Les **résidents** qui vivent avec l'étiquette sociale de « déficience

intellectuelle » ont une connaissance limitée du sujet.

- Les **familles** abordent rarement le sujet avec leurs proches ayant une déficience intellectuelle. Elles ne savent pas comment aborder le sujet et quelles réponses apporter.

- Les **intervenants** se sentent démunis face aux questionnements des résidents. Ils n'ont pas toujours les connaissances pour bien répondre aux questions. Le sujet n'est pas discuté en réunion institutionnelle.

Devant ces constats, il apparut nécessaire d'apporter des propositions concrètes.

Des groupes de paroles sont notamment proposés aux résidents. Ceux-ci peuvent alors s'exprimer sur le sujet. Certaines personnes disent avoir découvert la vie affective et sexuelle par hasard, mais elles auraient bien aimé s'appuyer sur des livres ou des magazines.

Interrogés sur la forme souhaitée pour avoir l'information sur la vie affective et sexuelle, les résidents ont répondu à :

- 59 % d'entre eux préféraient un magazine
- 14 % souhaitaient un film
- 27 % n'avaient pas de préférence

C'est donc des résidents eux-mêmes qu'est née l'idée de projet du magazine.

LE DROIT À L'INFORMATION

Le magazine *J'existe & Je veux* est aussi le fruit d'un travail collectif. Plusieurs acteurs s'y impliquent, en mettant les compétences qui leurs sont propres à contribution.

Les principaux thèmes abordés dans le magazine sont issus des groupes de paroles. Le contenu du magazine est alors collé sur les questionnements et les préoccupations que peuvent avoir les résidents quant à l'exercice de leur



Des membres du comité
de rédaction de
J'existe & Je veux

vie affective et sexuelle. Parmi les thèmes abordés dans le magazine, soulignons les deux qui ont le plus retenus l'attention des lecteurs depuis sa sortie: **l'homosexualité et les sextoys (jouets sexuels).**

Le premier sujet, l'homosexualité, a été traité alors que la loi autorisant le mariage homosexuel venait d'être adoptée en France.

Le second sujet, les sextoys, a fait réagir. Certaines personnes ont été étonnées, parfois choquées, que le magazine parle d'un sujet aussi personnel. Pour l'équipe de rédaction (composée de professionnels, d'une chef de service, d'une éducatrice et d'une conseillère conjugale), le besoin d'en parler était évident, alors qu'on s'apercevait que les établissements rencontraient des problématiques sanitaires, voire sécuritaires à ce sujet.

LE CHOIX DES THÉMATIQUES

Les thématiques abordées dans le magazine sont non seulement ancrées dans la réalité des gens, mais également dans l'actualité du pays. De plus, en fonction de la thématique principale du numéro, des acteurs clés de la communauté sont interpellés pour contribuer au magazine. C'est aussi un moyen de sensibiliser la communauté au thème de la vie affective et sexuelle intellectuelle.

Les résidents sont impliqués

activement dans la création de chaque numéro du magazine. Ils participent au comité de rédaction, à la réalisation des entrevues, ainsi qu'à l'une des rubriques les plus populaires, le roman-photo. Les résidents ont aussi un rôle clé à jouer en tant que lecteurs, alors que la rubrique favorite, le courrier des lecteurs, présente des cas concrets vécus par ceux-ci auxquels répond la conseillère conjugale.



LES LECTEURS

Le magazine reçoit un bel accueil de part et d'autre :

- Les **personnes qui vivent avec l'étiquette sociale de « déficience intellectuelle »** sont satisfaites d'obtenir de l'information sur le sujet de la vie affective et sexuelle via un magazine. Ils sont contents de voir les tabous levés et d'avoir l'occasion de parler et de poser leurs questions sur le sujet. Ils sont heureux de voir que les gens sont moins gênés de leur répondre maintenant qu'ils s'appuient sur le magazine pour le faire.

- Les **proches** sont majoritairement ravis alors qu'ils ont maintenant un



Les thèmes abordés
dans le magazine sont
issus des groupes de
paroles composés
des résidents.

crédit photo : Christel Errera

SAVIEZ-VOUS QUE ?

J'existe & Je veux est un magazine trimestriel. Depuis sa création en 2015, il a publié 11 numéros.

Parmi les rubriques préférées des lecteurs se retrouvent :

- Le Courrier des lecteurs où une conseillère répond à des questions précises
- Le Roman-photo où les résidents de l'Adapei 83 intègrent la peau d'un nouveau personnage avec comme trame de fond une nouvelle histoire d'amour d'un couple célèbre à chaque nouveau numéro
- La rubrique Parlons-en où de l'information sur un thème sur la vie affective et sexuelle permet d'accéder à de nouvelles connaissances



Adapei var-méditerranée est une association gestionnaire de 36 établissements spécialisés dans l'accompagnement de personnes en situation de handicap, en France, créée en 1961.

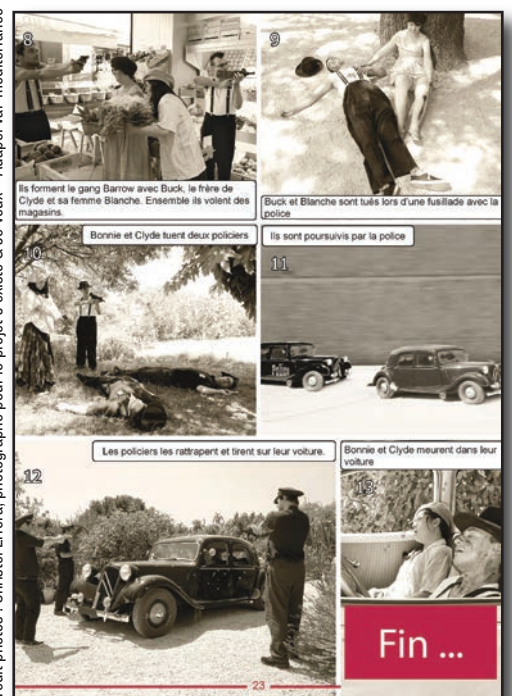
Vous pouvez visionner sur YOUTUBE une capsule vidéo captée lors du lancement du magazine *J'existe & Je veux* (durée 3:10)

outil pour aborder le sujet. D'autres continuent de trouver qu'il s'agit d'un sujet délicat, leur proche en situation de handicap est encore considéré comme un enfant à leurs yeux, et non un adulte. Alors, pour eux, ils trouvent que le magazine est une bonne idée, mais ne se sentent pas nécessairement concernés.

- Les **intervenants** sont très satisfaits. Le magazine les soutient lorsqu'ils accompagnent une personne qui a besoin de parler de l'exercice de sa vie affective et sexuelle.

LES FUTURS PROJETS...

L'équipe de *J'existe & Je veux* participe à la co-organisation d'un Salon sur le thème de la sexualité et du handicap, prévu en octobre 2018. Elle poursuit son travail pour proposer d'autres numéros en réponse aux besoins sur le thème de la vie affective et sexuelle. D'autres projets mûrissent tel que des numéros hors-série, la création d'autres outils respectant les principes du facile à lire et à comprendre favorisant l'exercice d'une vie affective épanouie pour les personnes qui vivent avec l'étiquette sociale de « déficience intellectuelle ».



POUR EN SAVOIR PLUS :

- J'existe et Je veux - Adapei var-méditerranée**
L'Impérial B - Parc Valgora - 199 rue Ambroise Paré
83160 La Valette du Var, FRANCE
- jexisteetjeveux@adapei83.fr
- www.adapei-varmed.fr/jexiste-et-je-veux
- Nous vous invitons à suivre *J'existe & Je veux* sur FACEBOOK

À SUIVRE !

La rédaction de *J'existe & Je veux* a invité le MPDAQM et ses militantEs à signer la préface de son prochain numéro ! La sortie de la publication est prévue au mois de mars 2018.

ENTREVUE AVEC GERMAIN COUTURE

Chercheur en établissement à l'Institut universitaire en DI et TSA au CIUSSS Mauricie-Centre-du-Québec et Professeur associé au Département de psychologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)



À travers vos travaux de recherches, vous avez abordé la question de la vie amoureuse et sexuelle des personnes vivant avec l'étiquette sociale de « déficience intellectuelle ». Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?

Parmi les tout premiers travaux de recherche qui m'ont été confiés comme chercheur en établissement, j'ai été invité à collaborer au développement d'un programme d'éducation sexuelle pour les personnes ayant une DI. Mon travail portait sur les connaissances et les attitudes de ces personnes vis-à-vis la sexualité.

Je considère que l'éducation sexuelle est importante pour favoriser une vie amicale, amoureuse et sexuelle harmonieuse. Et c'est vrai pour tout le monde... qu'on vive ou non avec une « déficience intellectuelle ». L'éducation sexuelle permet de mieux se connaître et de mieux connaître l'autre. Comprendre nos émotions, nos sentiments, nos désirs... et comment les exprimer. Comprendre aussi ce qu'il est permis ou pas permis de faire quand on vit en société.

Par la suite, j'ai travaillé à l'évaluation d'un programme d'éducation sexuelle avec un professeur de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Marc Daigle. Le programme s'appelle « Éducation à la vie affective, amoureuse et sexuelle pour les personnes ayant des incapacités intellectuelles ». C'est un programme qui est beaucoup utilisé au Québec puis aussi dans d'autres pays francophones. On a pu vérifier ce qui fonctionnait bien ou moins bien dans ce programme. Cela a servi à l'améliorer pour répondre encore mieux aux besoins des personnes ayant une DI.

Enfin, il y a un peu plus de trois ans, des chercheurs français sont entrés en contact avec moi. Ils travaillent dans une université de Lyon. Les chercheurs Yves Jeanne, Jennifer Fournier, Charles Gardou et leur équipe m'ont invité à travailler avec eux pour développer un projet concernant l'éducation sexuelle de personnes ayant une DI. **Ce qui m'a attiré surtout, c'est que le projet allait être fait AVEC et POUR ces personnes.**

Construction d'un programme de

formation et de recherche appliquée avec et pour des personnes présentant une Trisomie 21 « Mes amours » Accès à la vie amoureuse et à la sexualité. Parlez-nous plus en détail de ce projet.

Premièrement, il ne faut pas oublier que tout cela s'est passé en France. C'est le professeur Yves Jeanne et son équipe qui ont réalisé ces travaux. Moi, je n'étais pas « sur le terrain » avec eux, mais j'ai collaboré à distance. Mais j'aime bien pouvoir raconter ce qui a été fait. Parce que ça a été nouveau pour moi de travailler sur une recherche où on impliquait autant les personnes ayant une DI. On voulait développer le contenu du programme et son matériel AVEC ces personnes. On voulait aussi que les activités d'éducation sexuelle soient coanimées PAR des personnes ayant une DI POUR d'autres personnes comme elles.

Le projet « Mes Amours : accès à la sexualité et à la vie amoureuse des personnes avec une déficience intellectuelle » s'est déroulé sur un peu plus de deux ans. Il a été développé en collaboration avec des associations représentant des personnes ayant une trisomie 21 et leurs proches. C'est par ces associations que les participants à la recherche (personnes ayant une DI, parents et intervenants) ont été recrutés. On a commencé par tenir des groupes de discussion avec des personnes provenant de huit régions de la France. Les personnes ayant une DI, les parents et les intervenants étaient rencontrés en groupes séparés.

En tout, ces groupes ont permis de rencontrer 40 personnes ayant une DI, 36 parents et 35 intervenants. Ces groupes de discussion servaient à connaître et mieux comprendre les questionnements, les préoccupations et les besoins de tout ce monde vis-à-vis la vie amoureuse et sexuelle des personnes ayant une DI.

Plusieurs thèmes ont été mis en évidence par les personnes ayant une DI. Par exemple, les difficultés à rencontrer des ami(e)s; le sentiment amoureux; « comment on s'y prend pour rencontrer un amoureux ou une amoureuse »; « ce qu'on aime et ce qu'on n'aime pas »; l'orientation sexuelle; les droits et les interdits; la pornographie.

Par la suite, sept personnes ayant une trisomie 21 accompagnées de sept intervenants (pour la plupart du milieu communautaire) ont travaillé avec les chercheurs pendant quatre fins de semaine sur une période de trois mois. Pendant ces rencontres de travail, on a d'abord choisi les thèmes qui allaient être abordés.

On a ensuite conçu et construit la plus

grande partie du matériel qui allait être utilisé pour faire de l'éducation sexuelle. Dans toutes ces rencontres, il y avait une règle importante : on laissait d'abord parler les personnes ayant une DI, on écoutait tout ce qu'elles avaient à dire... ensuite, les autres membres de l'équipe pouvaient parler.

L'équipe a développé du matériel sur plusieurs thèmes. Le matériel prend différentes formes. Il y a des vidéos, il y a plusieurs images et il y a des affiches. Tout ce matériel sert à enseigner et aussi à favoriser les échanges entre les personnes.

Pendant la dernière fin de semaine, les participants se sont pratiqués à animer un groupe. Il y a toujours une personne ayant une DI qui coanime avec une autre personne, un intervenant travaillant dans une association. Au début de l'année dernière, six des sept personnes ayant une DI ont coanimé une activité, chacun dans leur région. Ils recevaient d'autres personnes ayant une DI pour leur transmettre des connaissances et discuter avec elles des relations amoureuses et de la sexualité.

Avez-vous rencontré des obstacles, des désaccords face à ce projet ?

À ma connaissance, il y a eu un désaccord manifesté de la part de parents, mais cela a été un cas isolé. C'était relativement au fait d'aborder le thème de l'homosexualité. Mais, étant à distance, je ne connais pas tous les détails.

Par contre, comme chercheurs, nous avons rencontré un obstacle... intéressant. Pour moi, comme pour mes collègues, un programme d'éducation sexuelle cela se donne un peu sous la forme de cours... plusieurs rencontres différentes où on discute d'un thème à la fois...

Mais ce n'était pas la façon de voir des personnes avec qui nous avons travaillé... **Ils voulaient quelque chose de plus dynamique, plus libre aussi : une exposition ! Et c'est la forme que le programme « Mes amours... » a prise.** Dans une grande salle, le matériel est exposé par thème, un peu comme des kiosques. Les personnes qui viennent pour « recevoir » de l'éducation sexuelle circulent d'un kiosque à l'autre. Elles se font donner des explications (par exemple sur les droits et les interdits) puis elles peuvent en discuter ensemble si elles veulent. Il y a eu entre 2 et 8 visiteurs par séance. En tout, 31 personnes ayant une DI (20 hommes et 11 femmes) sont venues participer à l'activité. La durée des visites a varié de deux à quatre heures.

Est-ce que des gains ont été faits pour les personnes concernées ? Lesquels ? Après chacune des séances, on a

demandé aux visiteurs de compléter un petit questionnaire imagé. Les résultats indiquent qu'ils étaient très satisfaits d'avoir participé. Ils disaient avoir appris des choses intéressantes. Aussi, plusieurs ont indiqué qu'ils aimeraient revenir voir l'exposition. Ils étaient aussi très contents qu'une personne ayant une DI coanime l'activité. Comme les visiteurs ne sont venus qu'une seule fois pendant le projet de recherche, on ne peut pas vraiment savoir avec précision ce qu'ils ont appris, ce qu'ils en retiennent.

Par contre, on en sait davantage pour les personnes ayant une DI qui ont participé à la conception des activités et du matériel et qui ont aussi coanimé les séances.

Nous avons pris des mesures de leurs connaissances et de leurs attitudes concernant la sexualité au tout début du projet. Nous avons aussi recueilli des informations sur leur réseau social. Nous avons repris les mêmes évaluations à la fin du projet.

En gros, on peut dire qu'il n'y a pas beaucoup de changements au niveau des connaissances relatives à la sexualité. Mais on a pu observer qu'ils avaient une meilleure conception des droits d'une personne ayant une DI à l'égard de la vie amoureuse et sexuelle.

Enfin, ce qui a surtout changé, c'est que chacune de ces personnes nommait beaucoup plus d'amis dans son réseau social qu'avant de participer au projet. Des amis avec qui ils peuvent échanger, mais surtout des amis qu'ils peuvent aider et à qui ils peuvent apprendre des choses... **On passe ainsi d'une vision selon laquelle la personne ayant une DI est celle qu'on aide, à une autre vision où cette même personne se sent aussi capable d'aider autrui et de pouvoir le faire. On peut dire que, pour ces personnes, leur participation au projet leur a apporté une plus grande conscience de leurs capacités et une plus grande confiance pour les exercer. On parle ici d'émancipation et possiblement d'un plus haut niveau d'autodétermination.**

Pour le bénéfice de nos lecteurs, souhaiteriez-vous ajouter autre chose ? Les professeurs Jeanne et Fournier ont produit un livret d'accompagnement à l'intention de futurs coanimateurs du programme « Mes amours ». On y explique toute la démarche pour se préparer à coanimer un groupe en utilisant le matériel qui a été développé dans notre projet. Sans pouvoir donner une date précise, l'ensemble de ce matériel et le rapport de recherche devraient être disponibles dans quelques mois. ■

VIVRE NOTRE VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE LORSQUE L'ON VIT EN RI-RTF ...DES ALLIÉS

Entrevue avec la Fédération de la santé et des services sociaux-CSN



La Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) est l'une des huit fédérations affiliées à la Confédération des syndicats nationaux (CSN) qui compte plus de 300 000 membres issus de tous les secteurs d'activité.

Dans le secteur public, la FSSS est la plus importante organisation syndicale avec près de 90 000 syndiqué-es provenant de toutes les catégories d'emplois. On retrouve des syndicats FSSS dans toutes les missions du réseau et dans toutes les régions du Québec.

En outre, la Fédération regroupe plus de 20 000 syndiqué-es dans les centres de la petite enfance, les services préhospitaliers d'urgence, les responsables de service de garde en milieu familial (RSG), les maisons pour femmes victimes de violence, les centres d'hébergement privés, les ressources intermédiaires et de type familial (RI-RTF), les institutions religieuses, les organismes

communautaires et les organismes privés de santé (Héma-Québec, Médicar, Québec-Transplant, etc.).

La FSSS-CSN a été fondée en 1947. La mission de la FSSS est de défendre les intérêts économiques et sociaux des travailleuses et travailleurs qu'elle représente, de même que de défendre nos services publics. La FSSS-CSN agit en faveur d'une société plus équitable, plus démocratique et plus solidaire.

D'après les données dont vous disposez, y a-t-il des ressources d'hébergement qui accueillent des couples ?

Les données dont nous disposons sont malheureusement assez partielles. Nous représentons plus de mille personnes dans les RI-RTF. Certaines sont des ressources destinées aux enfants, tandis que d'autres sont destinées aux adultes. Il ne nous a pas été possible d'obtenir le portrait complet des ressources que nous représentons qui accueillent des couples, bien que nous savons que certaines le font.

Quelle est la position de votre Regroupement face au droit à la vie affective, amoureuse et sexuelle des résidents hébergés en ressources résidentielles ?

Pour la FSSS-CSN, il est important de prendre en compte les besoins des usagères et usagers des RI-RTF. Il faut admettre qu'il reste des efforts à mettre en place pour mieux parvenir à respecter le droit à la vie affective, amoureuse et sexuelle des usagères et usagers, et ce, aussi bien par les ressources elles-mêmes que par les CISSS et CIUSSS et le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Quels sont les obstacles qui empêchent d'exercer ce droit pourtant reconnu à toute personne comme un besoin essentiel ?

Le nombre de places limité et les liens avec les

CISSS et CIUSSS peuvent entraîner des freins pour permettre aux couples d'être réunis dans une même ressource. Par exemple, il serait difficile pour une ressource qui n'a qu'une place de disponible d'accueillir un couple. Aussi, le CISSS ou le CIUSSS a sa responsabilité afin de mieux prendre en compte le droit à la vie affective, amoureuse et sexuelle des usagères et usagers. C'est en effet lui qui détermine les modalités et les mécanismes d'accès aux services d'une ressource pour sa région. Il a également la responsabilité d'exercer ses fonctions d'accueil, d'évaluation et d'orientation des usagers susceptibles d'être confiés à une ressource, conformément à la LSSS et aux autres lois applicables.

Est-ce que la question de la vie affective, amoureuse et sexuelle des personnes hébergées en ressources résidentielles a été négociée dans la convention signée ?

Ce secteur étant nouvellement syndiqué, cette question n'a pas fait partie des sujets négociés jusqu'à maintenant. Ajoutons de plus que les dispositions de la loi sur la représentation des RI-RTF limitent les sujets qui peuvent faire l'objet d'une clause de l'entente collective, par exemple pour tout sujet qui relève d'une règle, une norme, une mesure établie dans la LSSS, la LPJ, la LJP ou leurs règlements. Cela pourrait par contre faire partie d'interventions à venir de notre part auprès du MSSS.

Quelles seraient les modalités et solutions à entrevoir pour actualiser ce droit dans les résidences ?

Il serait nécessaire de faire des représentations auprès du MSSS et des établissements publics pour que les critères d'accès aux ressources permettent de mieux intégrer ce droit. Cela permettrait de réfléchir à des mécanismes pour permettre aux couples qui le désirent de résider dans une même ressource.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN) et ses 14 bureaux régionaux au Québec: www.fsss.qc.ca



Cadre de référence Les ressources intermédiaires et les ressources de type familial, Direction générale des services sociaux, Gouvernement du Québec, 2016



Ce document précise les orientations ministérielles pour l'organisation, la gestion et la prestation de services en RI-RTF au Québec. publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/201

Le site Internet du Comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux pour les ressources intermédiaires et les ressources de type familial (CPNSSS RI-RTF) propose diverses informations dont la représentation des ressources : www.cpnssss.gouv.qc.ca

QUELQUES CHIFFRES...

Répartition des usagers desservis par les CRDITED selon leur lieu de résidence		
Type de ressources	Année/clientèle	2011-2012
Ressources intermédiaires (RI)	Déficiences intellectuelles	4 973
	Troubles du spectre de l'autisme	727
Ressources de type familiales (RTF-adultes)	Déficiences intellectuelles	4 351
	Troubles du spectre de l'autisme	183
Source: Tableau 8: MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. Bilan des orientations ministérielles en déficience intellectuelle et actions structurantes pour le programme-services en déficience intellectuelle et en trouble du spectre de l'autisme, 2016.		

SUR LE TERRAIN... LORSQUE PASSE «CUPIDON» !

Nous vous partageons les témoignages de responsables de milieux résidentiels dont nous avons recueilli les propos inspirants de leurs expériences sur le terrain.



Premier Envol a vu le jour en 2007. L'organisme situé à Louiseville, en Mauricie, offre l'opportunité à des personnes ayant une déficience intellectuelle légère ou moyenne ou ayant un trouble du spectre de l'autisme de vivre une première expérience en appartement à supervision continue et de les soutenir dans la réalisation de leur projet de vie. L'hébergement est transitoire sans limites de temps. L'organisme compte 8 appartements, essentiellement des 3 pièces et demi.

Marybel Bergeron, Directrice de Premier Envol nous parle du fonctionnement de l'organisme.

L'AUTODÉTERMINATION DES RÉSIDENTS

«Lorsqu'un locataire est intéressé à venir vivre à Premier Envol, il doit nous téléphoner soit seul ou avec l'aide d'une personne de son choix. Nous prenons un rendez-vous pour bien lui expliquer ce que c'est vivre à Premier Envol. Nous discutons de ses craintes et de sa vision de la vie en appartement. Ensuite, je lui demande de me rappeler pour savoir s'il veut poursuivre ou non dans le processus de sélection.

Si la réponse est positive, je prends un second rendez-vous avec lui pour un questionnaire plus élaboré. Ce document nous aide à avoir une vue d'ensemble sur ses capacités et besoins. Par la suite, une recommandation est faite à notre comité de sélection. Des rencontres s'ensuivent pour signer le bail et le code de vie.»

Dans l'organisme, un code de vie est mis en place et est révisable à tous les ans. Les locataires nomment ce qu'ils souhaitent

changer ou non.

«Nous nous sommes dotés de critères d'admission. La personne doit être majeure, être volontaire à vivre entre nos murs, accepter de faire un plan d'intervention, avoir une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme et ne pas avoir de troubles graves du comportement.»

LE SOUTIEN ET L'ENCADREMENT OFFERTS AUX RÉSIDENTS

Premier Envol est ouvert 24h/24h tous les jours. Des intervenants y travaillent de 8h00 à minuit, ensuite, un gardien de nuit est sur place.

«Nous prônons l'autodétermination de nos locataires. Après la période d'observation de 3 mois, ils doivent choisir 1 ou 2 objectifs à mettre à leur plan d'intervention ainsi que leurs moyens. Nous mettons nos moyens pour l'aider à atteindre son objectif. Nous sommes en support au développement de son autonomie ainsi que la conservation de ses acquis. Chacun de nos outils est personnalisé aux locataires dans le but de mieux répondre à leurs besoins individuels. Les plans



d'interventions sont révisés à tous les 3 mois.»

UN APPARTEMENT RÉSERVÉ POUR LES GENS VIVANT EN COUPLE

Depuis cette année, Premier Envol a instauré un projet couple. Un appartement est réservé pour un couple. Pour les résidents qui n'ont pas de conjointEs, leur amiE de cœur peut venir en tout temps chez eux.

«Nos appartements se veulent le plus représentatif d'un appartement non supervisé pour que la transition entre nous et un autre appartement soit moins difficile. Toutefois, dans le souci que le locataire réalise des apprentissages, nous demandons le respect de 2 couchers par semaine soit ici ou chez l'autre personne.»



Qu'est-ce qui a amené Premier Envol à permettre aux résidents de pouvoir vivre une vie affective, amoureuse et sexuelle ?

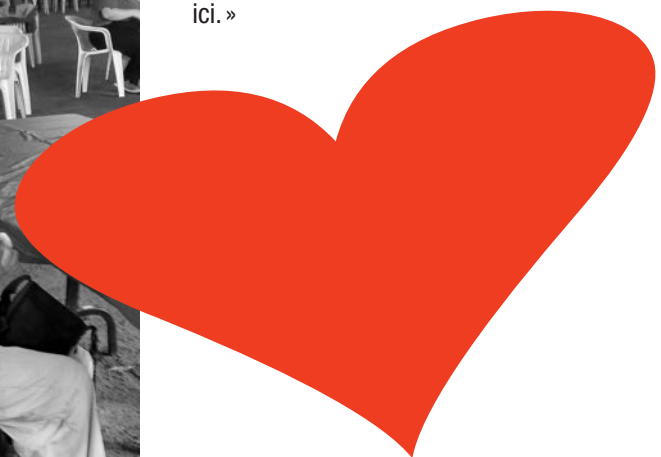
«C'est une réalité pour tout un chacun. La vie affective, amoureuse et sexuelle fait partie de la vie, que tu aies une déficience intellectuelle ou non. Il faut simplement faire les apprentissages appropriés. Pour certains locataires, nous allons travailler le concept d'amitié et d'amour, d'autres c'est le concept de consentement. Toutefois, nous devons les considérer comme des adultes à part entière avec leurs forces et leurs défis. Nous avons déjà fait des ateliers sur la sexualité en groupe. Maintenant, les ateliers se font en individuel si le locataire le souhaite. De l'aide extérieure peut être bénéfique pour le locataire.»

Avez-vous rencontré des obstacles, des désaccords par rapport à ça ?

«Oui, tous ne sont pas d'accord.»



«Je ne connais pas le fonctionnement de tous les autres projets résidentiels. Cependant, je crois que c'est une réalité de plus en plus présente dans nos organismes. Pour ma part, nos locataires nous demandent davantage d'avoir son amiE de cœur avec eux, dans leur appartement ou de s'installer avec eux ici.»



**PREMIER
ENVOL**
AUTONOMIE DÉVELOPPEMENT SOUTIEN

Pour rejoindre Premier Envol
20, rue Marcelle-Ferron, app.1
Louiseville, Québec, J5V 0A1
Téléphone : 819-228-3241
prevol@cgocable.ca
Facebook/Premier Envol



PARCE QUE L'HABITATION... C'EST BIEN PLUS QUE 4 MURS !

Entrevue réalisée avec Denis Boucher, responsable de résidence



Crédit photo: Magenta Studio Laurier Québec

En août prochain, Denis Boucher cumulera 10 années d'expérience en tant que responsable de résidences à Québec. Un homme de cœur et un ambassadeur de l'autodétermination des personnes apprécié par ses résidents et dans le milieu. Lorsqu'un des résidents était atteint du cancer, il n'a pas hésité à adapter l'environnement et accompagner celui-ci dans les dernières phases de sa vie en respectant son souhait de demeurer à la résidence le plus longtemps possible. Denis Boucher a toujours priorisé l'écoute et les besoins des adultes qu'il accueille.

LA MOTIVATION À DEVENIR RESPONSABLE DE RÉSIDENCE... LES DÉFIS AU QUOTIDIEN

Depuis quand occupez-vous la fonction de responsable de résidence ? Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?

« Il y aura 10 ans en août que je suis responsable de résidence. Ce qui a motivé mon choix, c'est mon besoin d'être utile à des gens, mon besoin de vouloir contribuer à améliorer la qualité de vie des humains autour de moi. »

Actuellement, il me reste 6 usagers, mais avant j'avais 2 résidences. Ce sont tous des adultes masculins dont l'âge varie de 30 à 72 ans. Accueillir chez moi des personnes qui vivent avec une déficience intellectuelle, c'est de leur accorder tous les soins requis à leur situation. »

Quels sont les défis que vous rencontrez au quotidien ?

« Le plus grand défi vient de la compréhension des besoins de chacun parce qu'évidemment, chaque personne, dépendamment de son handicap, de sa situation n'exprime pas toujours de la même façon ses besoins. »

Alors avec le temps, c'est de comprendre ces besoins-là par des signes des fois autres que par des mots parce qu'ils ne sont pas toujours capables d'exprimer avec des mots leurs sentiments, leurs émotions, gérer leurs émotions. »

LA VIE AFFECTIVE, AMOUREUSE ET SEXUELLE EN RÉSIDENCE... OUI, MAIS AVEC DES RÈGLES À RESPECTER

Comme responsable de résidence, quelle est votre position quant au droit à la vie affective, amoureuse et sexuelle des usagers ?

« Évidemment, la réponse est OUI ! De mon côté, je n'ai jamais eu de fermeture à ça. Cependant, tout doit se faire dans le respect de chacun parce que je n'accueille pas juste une personne chez moi, j'en accueille 6 donc il faut quand même qu'il y ait des règles à respecter au travers de ça. »

Un peu comme nous, on a tous ce besoin-là de sexualité et c'est normal. On a différents organes dans notre corps et quand tous ces organes fonctionnent bien, il y a normalement une demande quelque part qui est faite. Sauf que cette demande-là n'est pas sollicitée de la même façon entre chaque personne. »

On ne fait pas l'amour n'importe où, on a une chambre, un endroit très précis pour ça. Quand tu vis en communauté, dans une ressource c'est la même chose, c'est une collectivité alors ce n'est pas parce qu'il y en a un qui a un besoin qu'il doit l'exprimer nécessairement devant tout le monde. »

Avez-vous déjà reçu une demande en ce sens ?

« Oui, parce que je suis une ressource qui a cette ouverture. »

Avez-vous rencontré des obstacles, des désaccords face à votre ouverture ?

« De la part des usagers, il n'y a eu aucun désaccord. De la part des parents, oui. Ils me trouvaient pas mal tolérant d'accepter telle ou telle chose, d'avoir l'ouverture de parler, par exemple de contraception, de condom, de lubrifiant, d'en acheter même pour un usager. Donc oui, il y a eu des reproches. »

Les parents ont communiqué avec moi pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec ça, pourquoi j'acceptais ça. À ce moment, il faut sensibiliser et rappeler que leur fils ou leur fille sont des adultes qu'ils sont en mesure de



pouvoir exprimer un besoin en sexualité et que c'est leur vie à eux. »

Lorsque le besoin est exprimé par la personne et important dans sa vie, monsieur Boucher rappelle que son rôle est d'encadrer et de donner les meilleures informations possibles.

Avoir cette ouverture c'est aussi éviter des situations déplorables vécues par des usagers qui n'ont pas accès à un lieu de vie intime sécuritaire, par exemple vivre sa relation amoureuse dans un « cabanon » à l'arrière de la maison faute d'avoir l'autorisation de le vivre dans son milieu de vie. Ces situations sont intolérables socialement parlant, mais principalement pour les personnes concernées. »

Selon votre expérience, quels accommodements devraient être mis en place pour répondre adéquatement à ce besoin souvent exprimé légitimement par les personnes qui reçoivent un service résidentiel ?

« Il n'y a plus de sexologue au niveau du détachement CRDI si vous voulez. Autrefois, il y avait une sexologue qui pouvait donner des cours, de l'accompagnement, mais depuis la réorganisation des « CIUSSS » il n'y en a pas qui intervienne directement auprès des usagers. »

Ce que je souhaite c'est qu'au-delà des politiques inhérentes à la sexualité des usagers qui sont mises en place, il faudrait peut-être qu'il y ait encore plus de gens qui ont l'ouverture de les appliquer et plus de personnel pour aller au-delà des écrits et poser des gestes plus concrets. »



Pour en savoir plus... des suggestions

Consultez le site Internet de l'Association des ressources intermédiaires d'hébergement du Québec (ARIHQ) qui à l'été 2017 a tenu son 25ème Congrès. On peut y consulter les présentations des ateliers et des conférences. Une diversité de sujets abordés, parmi ceux-ci: La sexualité des résidents Éthique Droit de la personne et respect des usagers par Hélène Dionne, sexologue clinicienne et psychothérapeute, André Dupras, professeur au Département de sexologie UQAM et Éric Séguin, avocat, Monette Barakett
www.arihq.com/congres-arihq-2017/

PROJET MARIAGE : QU'EN EST-IL POUR LES PERSONNES QUI SONT SOUS TUTELLE OU CURATELLE ?



Saviez-vous que... Une personne sous curatelle peut voter aux élections fédérales, mais ne peut pas se marier ?

Les personnes qui sont sous un régime de protection (tutelle ou curatelle) doivent connaître les informations qui suivent, à propos des possibilités de voir leur projet mariage se concrétiser.

Exercer ses droits quand on est sous régime de protection.

Le curateur public du Québec affirme que « les personnes inaptes sont des citoyens à part entière [qui] conservent leurs droits civils, bien que l'exercice de ces droits revienne au tuteur, curateur ou mandataire ». Voici ce que cela implique pour les personnes qui sont sous

un régime de protection (tutelle ou curatelle) et qui ont pour projet de se marier :

Je désire me marier et je suis sous tutelle. Est-ce possible ?

Oui, mais je dois avoir l'autorisation de mon tuteur.

Je désire me marier et je suis sous curatelle. Est-ce possible ?

Non, car le mariage fait partie des actes juridiques que je ne peux pas accomplir.

Est-ce que je souhaite me marier un jour ? Si la réponse est oui, c'est important d'en parler. **N'hésitez pas à faire valoir l'importance de votre projet de mariage auprès de votre tuteur ou curateur.**

! Lors d'une ouverture de régime de protection...

Il est important d'être bien informé lors d'une démarche d'ouverture d'un régime de protection, c'est-à-dire **avant** d'avoir une tutelle ou une curatelle.

N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous avez en lien avec l'exercice de vos droits :

- Quels sont les droits que je pourrai encore exercer ?
- Quels sont les droits dont l'exercice reviendra à mon tuteur ou mon curateur ?
- Quels sont les droits que je ne pourrai plus exercer ?
- Etc.

Quelques chiffres... Selon les données, nous estimons que 3% des adultes ayant une déficience intellectuelle sous régime de protection (tutelle et curatelle) sont mariés ou l'ont déjà été, selon l'état civil au 31 mars 2017.



Nombre d'adultes ayant une déficience intellectuelle sous régime de protection, en fonction de l'état civil

	Tutelle	Curatelle	Total
Célibataire	1871	3304	5175
Divorcé	57	18	75
Marié	26	8	34
Séparé légalement	X	X	9
Union de fait	X	X	24
Veuf	46	10	56
Non disponible	X	X	X
Total	2031	3345	5376

X : Le chiffre n'est pas présenté puisqu'au moins une des deux valeurs utilisées pour le calcul est inférieure à 5.

Source : Direction de la planification, des politiques et de la recherche (DPPR) du Curateur public du Québec, Entrepôt personne (SJ); 20 décembre 2017

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Il existe une association pour la défense des personnes sous un régime de protection. Ses services : Information juridique et référence, Aide à remplir des formulaires et à rédiger des lettres, Accompagnement à la cour, Surveillance de la curatelle publique. Territoire desservi : Province de Québec

POUR LES REJOINDRE :

Association pour la défense des personnes et de leurs biens sous curatelle publique

1857, boulevard De Maisonneuve Ouest, bureau 120, Montréal, QC H3H 1J9

514 906-1845 curabec@outlook.com www.curabec.org

CHRONIQUE CLIN D'ŒIL



SAVIEZ-VOUS QUE ?

Le MOUVEMENT PERSONNE D'ABORD DE SAINTE-THÉRÈSE (MPDA) s'est vu honoré par son projet de conférences sur Le droit à une vie affective, amoureuse et sexuelle dans la catégorie Organismes sans but lucratif en tant que **FINALISTE RÉGIONAL DU PRIX À PART ENTIÈRE DE L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC EN 2014.**



Crédit photo : MPDA Sainte-Thérèse



En tournée de sensibilisation, chaque année depuis 2004. Dès le début septembre, le MPDA de Sainte-Thérèse accompagne sa cohorte de membres-conférenciers composée entre huit à douze personnes à la rencontre des étudiantEs en Techniques d'éducation spécialisée en collaboration avec le Cégep de Saint-Jérôme. Ces conférences offertes sont d'une durée de trois heures.

Mouvement Personne D'Abord de Sainte-Thérèse
12 rue Saint-Joseph, Sainte-Thérèse, QC. J7E 3L6
450 818-1883 mpdatherese@videotron.ca

SAVIEZ-VOUS QUE ?

Les membres du MPDA de Sainte-Thérèse sont solidaires de « Revendiquons le CARRÉ ROSE : Pour une organisation des services qui soutient le droit à l'amIE de cœur ! initié en 2013 par le MPDA du Québec Métropolitain.

BOÎTE À Outils



DVD/Films/documentaires :



Bande annonce du film "Les mots doux" disponible sur www.youtube.com
Réalisation: Estelle Djana Schmidt, Antoine Bonnin, FRANCE, 2016
Ils sont en situation de handicap mental, amoureux ou en quête d'amour... Et pourtant, ils se posent les mêmes



questions que chacun de nous... Comment reconnaît-on l'amour? La drague, est-ce que ça s'apprend?



Les inséparables disponible sur www.youtube.com
Long métrage documentaire réalisé par Daniel Léger et l'ONF, 2011
Une leçon d'amour et de simplicité.



Être amoureux Adapei Loire disponible sur www.youtube.com
Clip réalisé pour le colloque de **Adapei Loire** en novembre 2016 intitulé "Accompagner les personnes en situation de handicap dans leur vie intime et affective".



Amour et Différence Ax'E'S Asso disponible sur www.youtube.com
Clip de Sensibilisation à la thématique : "Amour et Différence" à partir d'une vidéo participative réalisée par et pour des personnes en situation de handicap.



Coffret DVD D'Abord avec tout l'Monde! : La vie de couple, Les préjugés, Le travail, Les jeunes. Série d'émissions animée par des militantEs en situation de handicap du Mouvement et donnant la parole aux citoyenNES vivant avec l'étiquette de "déficience intellectuelle"

produit par le Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain (MPDAQM). Les préjugés disponible sur Vimeo



Ressources d'ici et d'ailleurs :



CeRHeS Centre Ressources Handicaps et Sexualités (FRANCE)
www.cerhes.org



Le projet **HAXY** moteur est un site internet qui permet de poser des questions, en tout anonymat, à des professionnels de la santé et être sûr de recevoir des réponses fiables et intelligibles. **HAXY** mental. Le projet **HAXY** mental est un site internet destiné à l'entourage des personnes en situation de handicap mental
www.haxy.be



Organisme composé de sexologue(s) et d'intervenants(es) qui visent à informer la population et les professionnels sur la santé sexuelle et de la reproduction. Québec.
www.sexplique.org



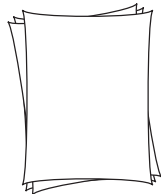
Une plateforme dynamique et conviviale de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES). Pour informer et parler sexualité et de relations amoureuses, à destination des jeunes.
www.onsexprime.fr



Site Internet conçu par l'Arche Canada. Qu'est-ce qu'une relation d'amitié? Trouver des amis, les fréquentations amoureuses et sexualité, le mariage, etc. Vous y trouverez des informations en langage simple et facile à lire, des histoires et des capsules vidéos. Des outils et des rubriques pour les personnes en situation de handicap, les familles et les enseignants.
www.jai-des-amis.ca



Lecture:



La Trousse : Guide illustré pour exprimer mes besoins! "Le plan de services, c'est d'abord à moi!" MPDAQM
Une trousse visant à soutenir la personne à identifier et à exprimer ses besoins et ses projets dans les différents aspects de sa vie. Le matériel comprend : 1 DVD, 5 cahiers illustrés : Mon moi et mes relations, Moi et mon milieu de vie, Moi, mes implications sociales et mon travail, Moi et mes apprentissages, Moi et mes loisirs.
5 boîtes de 945 cartes-photos, 5 grandes fiches pour insérer les cartes-photos.
La revue "Le plan de services c'est d'abord à moi!" un outil d'information rédigée en facile à lire et à comprendre sur les droits de la personne dans sa démarche de plan de services ou de plan d'intervention.
Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain (MPDAQM) mpdaqm@videotron.ca



Trucs pour amoureux futés

Brochure : Dans un esprit ludique, cette brochure présente des tests, des jeux, de l'information dans le but de prévenir les ITS et de donner aux jeunes des trucs pour se sentir bien en amour.
<http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-000736/>



J'existe et Je veux Magazine Français sur la vie affective et sexuelle rédigé en facile à lire et à comprendre.

Pour s'abonner : www.adapei-varmed.fr/jexiste-et-je-veux



Ta sexualité et la légalité

Pour télécharger l'affiche :
www.jefar.ulaval.ca/centreJefar/index.php?pid=1588



Entre les transformations, les frissons, les passions... et toutes les questions – Petit guide à l'usage des parents pour discuter de la sexualité avec leur adolescent.
<http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2014/14-307-01W.pdf>

Le babillard à tout l'monde



Colloque vendredi 18 mai
SEXPLIQUE:
 Organisme communautaire
 en référence et en éducation
 et en santé sexuelle
 Pour les rejoindre:
 23, boulevard des Alliés,
 Québec
 418 624-6808, poste 21
 www.sexplique.org
 inscription avant le 27 avril



Samedi 17 mars
 Événement au profit de Vrais Copains (Section
 de l'Université Laval) et organisé en collaboration
 avec le Centre de parrainage civique de Québec.
 Le programme Vrais copains encourage les
 amitiés entre les étudiants et des personnes
 ayant une déficience intellectuelle.
 Pour informations:
 reception@cpcq.ca ou 418 527-8097



A SURVEILLER

8 mars: **Journée internationale des femmes**

11 au 17 mars: **Semaine québécoise de la déficience intellectuelle**

16 mars: **Journée provinciale des Mouvements Personne d'Abord**



Vous appuyez « **Revendiquons le Carré Rose:**
**Pour une organisation des services qui soutient
 le droit à l'amiE de coeur!** »
 Procurez-vous l'autocollant au:
 Mouvement Personne d'Abord du Québec Métropolitain
 418 524-2404 ou mpdaqm@videotron.ca

Suivez-nous
 sur Facebook!



La sensibilisation sous l'assiette 2017
 46 000 napperons - Merci aux partenaires de « Un repas c'est bon... À deux, c'est mieux ! »
 Action de sensibilisation rendue possible grâce à l'appui de l'Office des personnes handicapées du Québec



PLUS DE 10 000



PLUS DE 1000



PLUS DE 500



PLUS DE 100



À vous, fidèles et précieux collaborateurs qui ont contribué au succès de notre Soirée des membres et des bénévoles 2017
MERCI de votre générosité !

